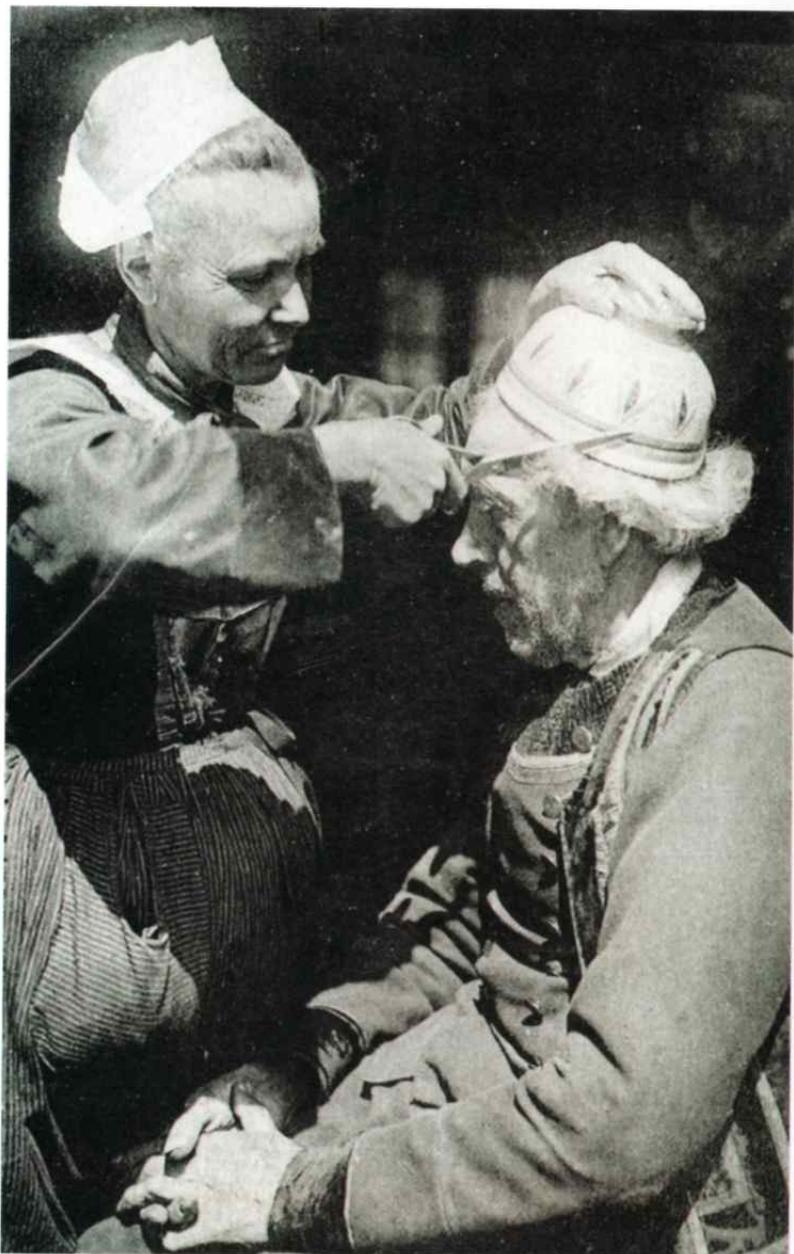


Une Bretagne insolite et attachante



Coupe de cheveux à l'écuëlle, vers 1900.

Les visiteurs qui s'aventuraient en Bretagne entre la fin du 19^e siècle et le début du 20^e s'émerveillaient – ou s'exaspéraient – de découvrir un pays étonnamment exotique. La langue, le nom des lieux, la manière de se vêtir, de vivre, de travailler, l'expression de la foi présente dans tous les domaines de la société, tout pouvait paraître profondément différent et déstabilisant. La Bretagne de cette époque, c'était aussi un pays pauvre, très peuplé, où encore beaucoup d'activités étaient menées de façon artisanale alors que le reste de la France entrait dans les phénomènes de mécanisation et d'industrialisation. Les images que nous avons choisies ici ne forcent pas le trait. Elles sont les témoins d'une société qui semble immuable mais qui va bientôt être bouleversée par la guerre de 14-18 qui s'annonce. Dans son immense majorité, la population est rurale et habite la campagne ou des petits villages. Pour trouver des objets de distraction ou des vêtements non traditionnels, il faut aller au bourg, un cheminement qu'on n'effectue que très rarement. Les foires et les pardons permettent, en revanche, les rencontres, favorisent la vie sociale et les échanges dans une société beaucoup moins individualiste et plus solidaire qu'aujourd'hui. Grâce à leur puissance évocatrice, ces images nous livrent aussi un témoignage unique sur une Bretagne pittoresque, attachante, celle d'un monde qui a disparu. ♦

Didier Le Corre



Moissonneur de Berné (Morbihan)



Marchand de sabots à Concarneau.

LES REPASSEUSES

Avec des fers brûlants



Pour donner aux vêtements toute leur raideur et une forme parfaite, la repasseuse exerçait un métier éreintant, ultime étape de l'entretien du linge.

Chez la repasseuse, à Fouesnant (Finistère sud).

Debout, douze heures par jour voire plus dans des salles peu ventilées où les températures dépassaient aisément les 30 degrés... Les conditions de travail des repasseuses leur valaient des maux graves, parfois jusqu'à l'infection pulmonaire. La tâche, épuisante, de retirer les plis des tissus lavés se déroulait le plus souvent dans des maisons bourgeoises ou dans des ateliers, et la lingère pouvait pratiquer son activité pour trois clients. Elle récupérait les pièces auprès des lavandières avant de s'atteler à son travail. Si elle existait depuis longtemps, l'activité s'est professionnalisée au 19^e siècle pour rejoindre la catégorie des "ouvrières de petits métiers", qui

exerçaient en chambre ou à domicile, comme les couseuses ou les tisseuses. La figure de la repasseuse a d'ailleurs inspiré à cette époque les peintres comme Edgar Degas ou les écrivains comme Émile Zola.

Comment s'y prenaient ces blanchisseuses aux bras musclés par l'effort ? Déjà avec plusieurs fers en fonte, très lourds, qu'elles posaient auprès d'elles sur un réchaud à charbon afin qu'ils atteignent la bonne température. Avec le progrès technique, certains d'entre eux possédaient un système de chauffage intérieur avec de la braise, puis, à la fin du 19^e siècle, en comburant de l'alcool, du gaz ou de l'essence. Autant dire que, là encore, ce n'était pas sans risque. Sur une table de lingerie protégée par un drap blanc, les repasseuses disposaient ensuite un bol d'eau et un autre d'amidon à utiliser pour une bonne tenue de certaines parties des vêtements. C'est ce qu'on appelait donner de l'apprêt. Bas, robes, draps et surtout chemises d'homme – les plus difficiles à entretenir – passaient sous les fers brûlants, imprégnés de cire de bougie pour qu'ils glissent bien sur les tissus de lin ou de coton. La brillance, la fermeté et la forme étaient les points majeurs à respecter et, bien souvent, une repasseuse avait besoin de deux ans de formation pour parvenir à acquérir l'habileté nécessaire au métier.

La profession avait par ailleurs différents visages selon les régions. En Bretagne, les traditionnelles coiffes des femmes se devaient d'être lisses et de bonne tenue. Des repasseuses spécialisées dans cette pièce en vivaient encore décemment jusqu'à l'après-guerre : le métier se transmettait de mère en fille. Un documentaire de l'Ina montre l'une de ses dernières représentantes, en 1970 à Squiffiec, madame Le Louët. Aujourd'hui, le fer électrique et le pressing ont pris le pas sur cette activité. Quelques repasseuses exercent malgré tout pour des chaînes de fabrication de vêtements ou dans le cadre d'associations, qui ont besoin de costumes traditionnels parfaitement mis en forme. Une chose dans ce domaine n'a toutefois pas changé : la proportion de femmes, toujours largement majoritaires. ♦

LES CABARETIERS

Un arrêt obligatoire



Un bistrot à Ménéac (Morbihan).

Au 19^e siècle, Quimper comptait un débit de boissons pour quatorze habitants, enfants compris.

Têtus, travailleurs et... buveurs. Certains clichés entourant les Bretons sont tenaces. S'agissant du penchant immo-
déré pour la bouteille, les origines historiques de ce stéréotype remontent à loin. Au début du 19^e siècle, à Quimper, par exemple, on dénombrait 430 débits de boissons pour 6 000 habitants, ce qui représente un établissement pour quatorze habitants en moyenne, en comptant les enfants ! À cette époque déjà, les autorités locales alertaient sur les conséquences de la consommation excessive d'alcool, aussi bien sur la santé des buveurs que sur les troubles à l'ordre public et les violences domestiques que l'ivrognerie pouvait générer. La profession pointée du doigt était celle de cabaretier. Ce corps de métier remonte à 1577 lorsque le roi Henri III décida de réglementer les professions de marchands de vin, hôteliers, taverniers et cabaretiers. À la différence des premiers qui étaient autorisés à vendre de l'alcool seulement à emporter, les cabaretiers pouvaient en vendre au détail et servir des repas aux clients. En Bretagne, les boissons consommées étaient très majoritairement le cidre et

l'eau-de-vie, contrairement à d'autres régions de France amatrices de vin ou de bière.

"Lorsque la chopine est vide, il faut la remplir, et vite. Les jours de marché ou de foire, l'ambiance est surchauffée dans les débits de boissons. Les cultivateurs des bourgs environnants y dilapident une bonne partie de l'argent qu'ils viennent de gagner en vendant leurs produits et leurs bêtes", raconte Pierrick Chuto dans *Le Maître de Guengat*, un récit généalogique qu'il consacre à ses ancêtres finistériens.

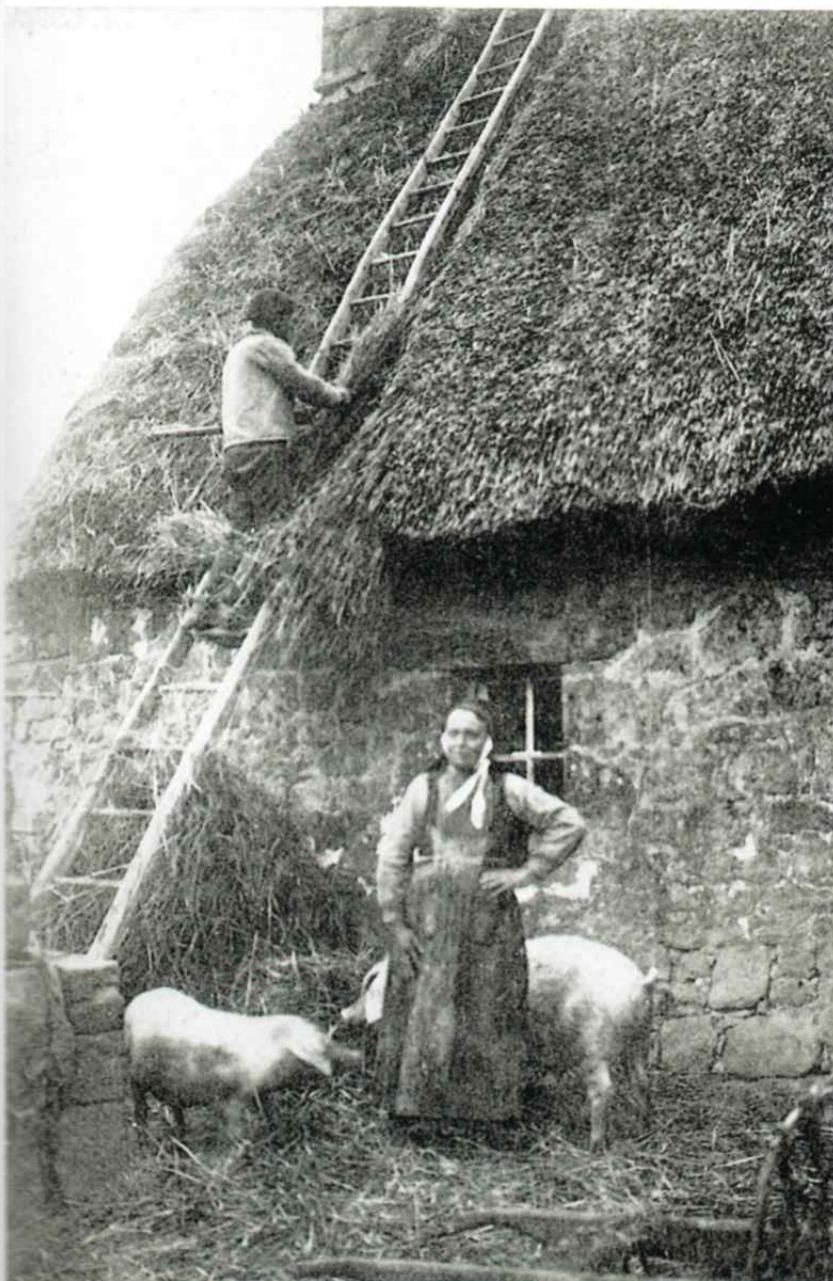
Cartes et dominos

Les cabaretiers recevaient le plus souvent directement à domicile. Dans l'arrière-cuisine de ces cabarets, à l'abri des regards, certains clients négociaient leurs affaires. En ville, la foule des commerçants se mêlait à celle des poètes et gens d'esprit. On y taillait le bout de gras, on y jouait aussi parfois, notamment aux cartes et aux dominos. C'était un lieu de socialisation. Progressivement au cours du 20^e siècle, les cabarets vont évoluer et, pour la plupart, changer de nom pour s'adapter à la transformation des modes de consommation. Vont alors apparaître les cafés, où sont proposées des boissons chaudes, ainsi que les bars, établissements d'origine américaine où les clients sont servis debout, directement au comptoir. Les cafetiers et barmen d'aujourd'hui sont les héritiers des cabaretiers d'autrefois. ♦

LES COUVREURS

Un métier périlleux

À l'origine exercé par les charpentiers et les plombiers, le métier de couvreur prend tout son sens à partir du 16^e siècle avec l'usage de l'ardoise. Il n'en reste pas moins risqué.



Le métier de couvreur apparaît tardivement en tant que corporation. Jusqu'à la fin du Moyen Âge, la majorité des toitures sont en effet réalisées à partir de planches de bois ou de feuilles de plomb. Il est donc à l'origine associé aux métiers de charpentier ou de plombier. Pendant longtemps, les couvreurs demeurent d'ailleurs sous l'autorité du charpentier royal. C'est en 1328 qu'ils forment une corporation distincte. Plus tard, au 16^e siècle, l'usage nouveau de l'ardoise entraîne la reconnaissance de la spécificité des couvreurs. En 1566, ces derniers acquièrent l'exclusivité de la réalisation des couvertures : ni les maçons ni les charpentiers ne peuvent désormais couvrir les toitures. L'utilisation de l'ardoise évolue également en Bretagne.

Trois ans d'apprentissage

“Au départ, il y a des couvreurs de chaume à la campagne et des couvreurs d'ardoise à la ville. Puis, au fur et à mesure, les chaumières ont été recouvertes par les ardoises”, souligne Alain Guillard de l'écomusée des vieux métiers de Lizio (Morbihan). Plutôt prospère, le métier de couvreur est aussi particulièrement périlleux. Son caractère dangereux est pris en compte dès l'apprentissage, d'une durée totale de six ans. En effet, il est impossible pour les apprentis de travailler sur les toits avant d'avoir effectué au minimum trois ans d'apprentissage. Le tout premier accès aux toits est vécu comme un rite de passage. Plusieurs récits racontent que les abords du chantier sont alors particulièrement sécurisés, que les passants sont prévenus par une croix ornée ou un bâton suspendu en haut du bâtiment et même que des mendiants balisent les lieux moyennant salaire...

En contrepartie, le couvreur a pour tradition de signer ses chantiers les plus considérables. À l'aide d'ardoises qu'il taille puis assemble, il fait figurer un symbole de son métier sur les couvertures réalisées. Échelle, compas ou marteau viennent ainsi orner de multiples toitures au 16^e siècle. ♦

LES CHARPENTIERS

Une vraie corporation



Chantier de construction à Étrel (Morbihan).

Si aujourd'hui le métier de charpentier est de moins en moins pratiqué, cette corporation a longtemps constitué l'une des plus importantes de France.

Longtemps fiers de leur tour de main, les charpentiers ont fait partie des premières professions à s'organiser. Dès le 12^e siècle, leurs compétences sont reconnues et les charpentiers sont considérés comme des professionnels. La corporation compte 95 membres à Paris en 1292. Ces charpentiers de grande cognée, spécialisés dans la fabrication de planchers, de charpentes ou d'échafaudages, se distinguent de leurs confrères, les charpentiers de petite cognée, à partir du 16^e siècle. Jusque-là, menuisiers et charpentiers se confondent, le terme de charpentier désignant tous ceux qui travaillent le bois. Ces derniers sont de véritables architectes et participent activement à la construction des cathédrales. Néanmoins, la révolution industrielle transforme durablement le métier à partir du 19^e siècle. Le fer et la fonte, résistant

mieux au feu, s'imposent face au bois. Chacun se tourne davantage vers ceux qu'on appelle les "charpentiers en fer". Ce sont les futurs métalliers. Cette mutation du métier est accélérée par les nombreuses grèves des charpentiers. L'interdiction des corporations par la loi Le Chapelier en 1791 – du nom du député rennais Isaac Le Chapelier – déclenche en effet de multiples mouvements ouvriers auxquels les charpentiers, très organisés, prennent régulièrement part. En 1845, une grève des ouvriers charpentiers pour des augmentations de salaire plonge le secteur dans l'inertie pendant près de trois mois. Pour la première fois, le pouvoir met l'armée à disposition des employeurs, en manque de main-d'œuvre. Ce ne sera pas suffisant. Nombreux seront les patrons à faire le choix de se diriger vers les métalliers, et ce parfois définitivement. Les charpentiers restent néanmoins essentiels jusqu'au 20^e siècle pour la construction des échafaudages ou des engins de levage. C'est peu après la Seconde Guerre mondiale que le métal et le béton s'imposent d'une manière inéluctable. L'industrie sidérurgique ressort renforcée de ces années consacrées à l'armement et devient indispensable dans le secteur du bâtiment. ♦



LES ÉCRIVAINS PUBLICS

Du breton au français

Une femme, écrivain public, accueille un client à Josselin (Morbihan).

La scolarisation est courte. En 1899, Finistère et Morbihan affichent environ 50 % d'illettrés.

L'écrivain public est celui que l'on peut solliciter quand on a besoin d'un acte écrit. Plaintes à l'administration, courrier à des parents éloignés, écrits solennels... Son rôle est encore indispensable au début du 20^e siècle, l'alphabétisation n'ayant alors pas atteint toute la population. La Bretagne s'est à ce sujet longtemps distinguée par un retard terrible. "Aux débuts de la Troisième République, les départements bretons se situent entre le 64^e (Loire-Inférieure) et le 77^e rang (Finistère) "en termes

d'alphabétisation", écrit ainsi Jean Quéniart dans le *Dictionnaire d'histoire de Bretagne*. Il faut dire que la région cumule les handicaps. Les communes de plus de 500 habitants sont tenues d'accueillir une école depuis la loi Guizot de 1833, mais la Bretagne a pris du retard en la matière.

D'autant plus que, depuis la Révolution, l'école entend instruire les enfants de Basse-Bretagne dans une langue, le français, qui leur est complètement étrangère.

Un bas-Breton illettré sur deux

Les freins économiques s'ajoutent à cette situation. La scolarisation est courte, les bras des enfants étant nécessaires à la ferme, et le peu d'instruction acquis est vite oublié.

L'historien Bertrand Frélaut rapporte ainsi quelques données parlantes, mettant aussi en avant des disparités géographiques : "La carte des conscrits analphabètes en 1899 fait apparaître une succession d'auréoles concentriques : le Finistère centre et sud, le Morbihan et l'Ouest comportent 40 à 50 % d'illettrés, et plus on se dirige vers Nantes et Rennes, plus ce taux diminue". ♦